



Mairie de Valencin

**ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT RÉGLEMENTATION  
TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT,  
CHEMIN LE BARBIER (VC N°12),  
EN AGGLOMÉRATION,**

Le Maire de la Commune de VALENCIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4, L.2212-1, L.2212-2 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants, R 110-1 et suivants, R.412-26 et suivants, R 417-1 et suivants ;

VU la Loi N°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la Loi N°82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et par la Loi N°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée ;

VU la demande en date du 07/12/2024 de la société « SUEZ Eau France » (04.78.98.79.02.), 967 chemin Pierre Drevet CS 20152, 69643 CALUIRE ET CUIRE CEDEX, représentée par Madame Ophélie GIVAUDAN ;

**CONSIDÉRANT** que pour permettre les travaux de « Création d'un branchement pluvial » chemin le Barbier, afin d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

## ARRÊTÉ

### **Article 1 :**

La circulation sera provisoirement interdite :

- Chemin Le Barbier (VC N°12), à hauteur du n°119, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable à compter du 6 janvier 2025 au 10 février 2025 pour une durée de trois jours.

### **Article 2 :**

Durant les interruptions de la circulation du chemin Le Barbier, la société en charge des travaux devra veiller à ne pas bloquer la circulation des véhicules de secours, de service public ainsi que ceux des riverains.

Un itinéraire de déviation sera installé :

- A l'intersection du chemin Le Barbier et de la rue du 19 mars 1962 (VC N°2),
- A l'intersection du chemin Le Barbier et de la route de Lafayette (RD N°53).

**Article 3 :**

**Les restrictions suivantes seront instituées aux abords des chantiers :**

- **Défense de stationner, exceptée pour les véhicules affectés au chantier.**

**Article 4 :**

Toute Contravention au présent arrêté pourra faire l'objet de poursuite conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

**Article 5 :**

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par :

- La société « **SUEZ Eau France** » chargée des chantiers.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 6 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur par l'entreprise en charge des travaux.

Monsieur Le Maire, Bernard JULLIEN,

La société « **SUEZ Eau France** », ou la personne chargée des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 7 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- A la société « **SUEZ Eau France** »,
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Heyrieux,
- Au Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Au Syndicat Mixte Nord Dauphine (S.M.N.D.),
- A la Police Municipale,
- Aux Services Techniques Municipaux.

Fait à Valencin, le 17 décembre 2024



Monsieur le Maire,  
Bernard JULLIEN

Conformément aux dispositions de la Loi N°78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale des territoires ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

Date de mise en ligne : 18/12/2024